



**Mémoire présenté à la Commission des relations avec les citoyens dans le cadre des consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 9, Loi sur le renforcement de la laïcité au Québec**

**10 février 2026**

---

## **INTRODUCTION**

B'nai Brith Canada est la plus ancienne organisation de défense des droits de la personne au Canada et la voix locale de la communauté juive du pays. Notre organisation, fondée en 1875, est dédiée à l'éradication du racisme, de l'antisémitisme et de la haine sous toutes ses formes, ainsi qu'à la défense des droits des personnes marginalisées.

Le 7 avril 2025, B'nai Brith Canada a publié son [\*Audit annuel des incidents antisémites\*](#) pour l'année 2024. Notre audit sert de guide pour comprendre l'état de l'antisémitisme au Canada. Les conclusions sont alarmantes : le Canada traverse une crise nationale d'antisémitisme, une réalité à laquelle la province de Québec n'échappe pas. Les incidents antisémites ont augmenté de 124 % à l'échelle nationale depuis 2022, ce qui représente la plus forte hausse dans les quarante ans d'histoire de notre *Audit*. En 2024, 1 651 incidents antisémites ont été enregistrés au Québec, un chiffre record pour la province.

Au printemps, B'nai Brith Canada publiera son *Audit annuel des incidents antisémites* pour l'année 2025. Les conclusions préliminaires sont profondément alarmantes et révèlent des tendances inquiétantes qui se prolongent jusqu'au début de l'année 2026, soulignant la nécessité pour le gouvernement du Québec de passer à l'action.

La crise nationale de l'antisémitisme a eu un impact profond sur les Canadiens juifs, y compris les résidents juifs du Québec. Certains éléments du projet de loi n° 9 sont susceptibles d'entraver la capacité des membres des communautés confessionnelles, y compris la communauté juive, à pratiquer leur foi et à remplir leurs obligations religieuses. Les effets du projet de loi n° 9 se feront principalement sentir sur les personnes qui travaillent ou étudient dans des établissements d'enseignement et de formation professionnelle financés par des fonds publics. Alors que les étudiants, les professeurs et le personnel juifs sont régulièrement victimes d'antisémitisme dans les établissements financés par l'État, une législation susceptible de restreindre davantage leur capacité à exprimer leur foi dans lesdits établissements risque d'aggraver les difficultés et l'ostracisme qu'ils éprouvent actuellement. Des concessions doivent être faites pour permettre au gouvernement provincial de poursuivre ses efforts en faveur de la laïcité, tout en veillant à ce que les Québécois juifs ne soient pas davantage victimes de marginalisation et de persécution.

## **Préoccupations de B'nai Brith Canada concernant le projet de loi n° 9**

En 2019, B'nai Brith Canada a fait part de ses préoccupations concernant l'adoption du projet de loi n° 21, *Loi sur la laïcité de l'État*. Nos préoccupations portaient principalement sur l'impact de cette loi sur les droits et libertés fondamentaux des Québécois. B'nai Brith Canada a notamment souligné l'impact du projet de loi n° 21 sur la capacité des Québécois, y compris les membres de la communauté juive qui travaillent dans le secteur public, à porter des symboles ou des vêtements religieux sur leur lieu de travail. Cette loi oblige injustement les employés du secteur public à choisir entre l'expression de leur foi et l'accomplissement de leurs obligations religieuses ou leur emploi. L'impact du projet de loi n° 21 a été particulièrement néfaste pour les membres de communautés confessionnelles dont les obligations religieuses exigent le port de symboles ou de vêtements religieux, comme les membres des communautés juive, musulmane et sikh.<sup>1</sup>

Si adopté, le projet de loi n° 9, *Loi sur le renforcement de la laïcité au Québec*, déposé le 27 novembre 2025 par le ministre responsable de la laïcité, élargirait la portée et le champ d'application du projet de loi n° 21 et créerait une nouvelle législation touchant directement les personnes qui travaillent et fréquentent des établissements financés par les fonds publics. À notre avis, la loi modifiée et proposée ne fera qu'accroître l'impact néfaste sur les groupes de la société québécoise qui ont été touchés de manière disproportionnée par le projet de loi n° 21.

Dans sa forme actuelle, le projet de loi n° 9 et ses modifications au cadre de laïcité du Québec affecteront la capacité des Québécois juifs, en particulier les étudiants et le personnel juifs des établissements financés par l'État, à remplir leurs obligations religieuses et compromettent leur capacité à participer de manière égale à la vie publique. Si le projet de loi n° 9 est adopté dans sa forme actuelle, celui-ci risque de contraindre les personnes juives à choisir entre participer à la vie publique et pratiquer leur foi. Afin d'atténuer les dommages potentiels pour les Québécois juifs, B'nai Brith Canada exhorte les membres du Comité des relations avec les citoyens (ci-après « le Comité ») à adopter les recommandations suivantes dans son rapport à l'Assemblée législative sur le projet de loi n° 9.

### **Recommandations**

**Recommandation 1 : Modifier l'article 20 de la *Loi sur la laïcité de l'État* afin de garantir que les élèves, le personnel et les enseignants juifs des établissements publics ne soient pas contraints d'ôter ou de couvrir leur kippa.**

L'article 20 de la *Loi sur la laïcité de l'État* porte inutilement atteinte au droit des Québécois de pratiquer leur religion de manière visible sans être pénalisés. Par exemple, pour certains hommes juifs, retirer leur kippa (pluriel de « kippah ») est interdit par leur religion. Ils ne peuvent tout simplement pas retirer leur kippa sans enfreindre la loi religieuse. S'il n'est pas modifié, l'article 20 créerait des obstacles à l'emploi et conduirait à l'exclusion de facto des Québécois juifs dans les institutions publiques. Il obligerait les membres de la communauté juive de la province à choisir entre leur emploi ou leur religion, ce qui porterait indûment atteinte à leurs droits et libertés. S'il est adopté, le projet de loi n° 9 pourrait empêcher les juifs pratiquants de postuler ou de travailler dans les institutions publiques. De plus, il causera un tort

---

<sup>1</sup> B'nai Brith Canada. « B'nai Brith réitère son opposition au projet de loi 21 présenté à l'Assemblée nationale du Québec/B'nai Brith Reiterates Opposition to Bill 21 in Proposal to Quebec National Assembly. » 15 mai 2019. [https://www.bnaibrith.ca/b\\_nai\\_brith\\_reiterates\\_opposition\\_to\\_bill\\_21\\_in\\_proposal\\_to\\_quebec\\_national\\_assembly/](https://www.bnaibrith.ca/b_nai_brith_reiterates_opposition_to_bill_21_in_proposal_to_quebec_national_assembly/).

supplémentaire à la communauté juive en encourageant les personnes juives, notamment les étudiants juifs, à cacher leur identité.

Bien que cet article soit susceptible d'entraîner des répercussions négatives importantes sur la vie des membres de la communauté juive, son effet sur la préservation ou la promotion de la laïcité de l'État est peu probable. Afin d'éviter toute violation inutile des droits et libertés des membres de la communauté juive et d'autres communautés minoritaires, le projet de loi n° 9 doit être amendé. B'nai Brith Canada implore le comité de recommander que l'article 20 soit modifié ou supprimé de la législation afin de garantir que les personnes qui portent des couvre-chefs religieux, tels que la kippa, puissent respecter leurs obligations religieuses sans compromettre leur capacité à participer pleinement à la vie publique.

**Recommandation 2 : Que les articles 9 et 10 du projet de loi concernant la *Loi favorisant la neutralité religieuse notamment dans l'espace public* et de l'article abrogeant la *Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements pour un motif religieux dans certains organismes* (chapitre R-26.2.01) soient retirés de la législation afin de garantir que les étudiants et le personnel des établissements financés par des fonds publics puissent observer les jours fériés religieux sans faire l'objet de préjugés.**

B'nai Brith Canada estime qu'aucune personne ne devrait être obligée d'utiliser un jour de congé afin de pouvoir observer un jour férié religieux. Nous estimons également que les institutions financées par le gouvernement doivent offrir des accommodements raisonnables, tels que des absences justifiées, des examens reportés et des horaires flexibles, aux étudiants et au personnel appartenant à des groupes religieux qui souhaitent observer un jour férié religieux.

La capacité de ces institutions d'agir ainsi est compromise par les articles 9 et 10 du projet de loi concernant la *Loi favorisant la neutralité religieuse notamment dans l'espace public* et par l'article 27 du projet de loi concernant la *Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements pour un motif religieux dans certains organismes*. Ces articles restreignent les accommodements religieux et réduisent le cadre dans lequel ils peuvent être octroyés. Ils portent injustement préjudice aux membres des minorités religieuses dont les jours fériés ne sont pas observés par l'État. En conséquence, nous recommandons que ces articles soient retirés de la législation.

L'impact potentiel des articles mentionnés ci-dessus sur la communauté juive de la province est immense. Par exemple, si le projet de loi n° 9 est adopté, les écoles, les cégeps, les universités et les lieux de travail auront le pouvoir de refuser ou de limiter les demandes d'accommodements formulées par les personnes juives pour leur permettre d'observer leurs fêtes religieuses. En conséquence, les étudiants et les employés juifs des établissements financés par le gouvernement pourraient être contraints de choisir entre observer leurs fêtes religieuses ou conserver leur emploi, ou encore leur capacité à fréquenter ces établissements.

Bien que nous respections la volonté du gouvernement provincial de mettre en œuvre des mesures visant à promouvoir la laïcité dans la province, cela ne doit pas se faire au détriment de la pleine participation à la vie publique des membres des communautés confessionnelles minoritaires. Si elle n'est pas amendée, le projet de loi n° 9 aura un impact disproportionné sur les étudiants, les professeurs et le personnel de confession juive par rapport à leurs homologues chrétiens. Plutôt que de promouvoir la laïcité, il préservera les droits des membres d'une confession tout en portant atteinte aux droits des adeptes d'autres confessions. Nous exhortons la commission à examiner et à rectifier ce déséquilibre.

## **Conclusion**

Les Québécois juifs sont à la fois fiers d'être citoyens de la province et fiers d'appartenir à la communauté juive. Ils souhaitent participer à la vie publique tout en observant leurs croyances religieuses. B'nai Brith Canada estime que la laïcité de l'État ne doit pas se faire au détriment d'une marginalisation accrue de la population juive de la province. Il doit y avoir un compromis. Autoriser le port de symboles et de vêtements religieux, et prévoir des accommodements pour les jours fériés religieux, ne compromettra pas les efforts visant à consolider la laïcité au Québec, mais permettra aux membres de la communauté juive et d'autres communautés religieuses de continuer à participer à la vie publique. En approuvant nos recommandations, le Comité peut aider la législature à préserver la laïcité tout en protégeant la capacité des Juifs du Québec à participer à la vie publique et à fréquenter les établissements financés par les fonds publics.



**Submission to the Committee on Citizen Relations for its Special consultations and public hearings on Bill 9, *An Act respecting the reinforcement of laicity in Québec***

**February 10, 2026**

---

**INTRODUCTION**

B'nai Brith Canada is Canada's oldest human rights organization and the voice of Canada's grassroots Jewish community. Our organization, which was established in 1875, is dedicated to eradicating racism, antisemitism, and hatred in all its forms, and championing the rights of the marginalized.

On April 7, 2025, B'nai Brith Canada released our [\*Annual Audit of Antisemitic Incidents\*](#) for the year 2024. Our audit is considered the authoritative guide to understanding the state of antisemitism in Canada. The findings are alarming: Canada is in the midst of a national crisis of antisemitism, one that the Province of Quebec is not immune. Antisemitic incidents have surged nationally by 124% since 2022, marking the highest increase in the over forty-year history of our *Audit*. 1,651 incidents of antisemitism were recorded in Quebec in 2024, a record high figure for the province.

In the Spring, B'nai Brith Canada will publish our 2025 *Audit of Antisemitic Incidents*. The preliminary findings are deeply alarming with troubling trends extending into early 2026, highlighting the need for action by the Government of Quebec.

The national crisis of antisemitism has had a profound impact on Jewish Canadians, including Jewish residents of Quebec. Components of Bill 9 have the capacity to obstruct the ability of members of faith-based communities, including the Jewish community, to observe their faith and fulfill their religious obligations. The effects of Bill 9 will largely be felt by those who are employed at and attend publicly funded educational and vocational institutions. At a time when Jewish students, faculty, and staff, are routinely experiencing antisemitism at publicly funded institutions, legislation that will only further restrict their ability to express their faith at these institutions, runs the risk of compounding the hardship and ostracization they are presently enduring. Concessions must be made enable the provincial government to proceed with its efforts to promote laicity, while ensuring that Jewish Quebecers are not further subjected to marginalization and persecution.

**B'nai Brith Canada's Concerns With Regard to Bill 9**

In 2019, B'nai Brith Canada raised concerns over the passing of Bill 21, *An Act respecting the laicity of the State*. Our concerns centred on the legislation's impact on the fundamental rights and freedoms of Quebecers. In particular, B'nai Brith Canada identified Bill 21's impact on the ability of Quebecers, including members of the Jewish community who work in the public sector to wear religious symbols or garments in their place of work. The legislation unfairly forces public sector workers to choose between

expressing their faith and fulfilling their religious obligations and their employment. The impact of Bill 21 has been most damaging to the adherents of faiths whose religious obligations require that they wear religious symbols or garments, such as members of the Jewish, Muslim, and Sikh communities.<sup>1</sup>

If enacted, Bill 9, *An Act respecting the reinforcement of laicity in Québec*, legislation that was tabled on November 27, 2025, by the Minister responsible for Laicity, would enhance the scope and applicability of Bill 21 and create new legislation directly impacting those who are employed at and who attend publicly funded institutions. The amended and proposed legislation, in our submission, will only enhance the deleterious impact on cohorts of Quebec society who were disproportionately impacted by Bill 21.

In its present form Bill 9 and its amendments to Quebec's Laïcité framework will affect the ability of Jewish Quebecers, specifically Jewish students and staff at publicly funded institutions, to fulfill their religious obligations and compromise their ability to participate equally in public life. If adopted in its current form, Bill 9, risks forcing Jewish individuals to choose between participating in public life and practicing their faith. To mitigate the potential harm to Jewish Quebecers, B'nai Brith Canada urges the members of the Committee on Citizen Relations (hereinafter 'the Committee') to adopt the following recommendations in its report to the legislature on Bill 9.

### **Recommendations**

#### **Recommendation 1: Amend Article 20 of the Act respecting the laicity of the State to ensure that Jewish students, staff, and educators at publicly funded institutions are not forced to remove or cover their kippah.**

Article 20 of the *Act respecting the laicity of the State* unnecessarily impacts the right of Quebecers to visibly practice their faith without penalty. For example, for some Jewish men, removing their kippot (plural for "kippah") is religiously prohibited. They simply cannot remove a kippah without violating religious law. If left unamended, Article 20 would create barriers to employment for and the de facto exclusion of Jewish Quebecers from public institutions. It will force members of the province's Jewish community to choose between their livelihood and religious observance, unduly infringing upon their rights and freedoms. If enacted, Bill 9 may exclude observant Jewish people from applying for or working at public institutions. Additionally, it will cause further undue harm to the Jewish community, as it will encourage Jewish persons, particularly Jewish students, to hide their identity.

While the Article has the propensity to have a serious adverse impact on the lives of members of the Jewish community, it is unlikely to have a significant impact on preserving or advancing the laicity of the State. To avoid the unnecessary violation of the rights and freedoms of members of the Jewish and other minority communities, Bill 9 must be amended. B'nai Brith Canada implores the committee to recommend that Article 20 be amended or removed from the legislation to ensure that those who wear religious head coverings, such as kippot, can adhere to their religious obligations without compromising their ability to participate fully in public life.

---

<sup>1</sup> B'nai Brith Canada. « B'nai Brith réitère son opposition au projet de loi 21 présenté à l'Assemblée nationale du Québec/B'nai Brith Reiterates Opposition to Bill 21 in Proposal to Quebec National Assembly. » May 15, 2019. [https://www.bnaibrith.ca/b\\_nai\\_brith\\_reiterates\\_opposition\\_to\\_bill\\_21\\_in\\_proposal\\_to\\_quebec\\_national\\_assembly/](https://www.bnaibrith.ca/b_nai_brith_reiterates_opposition_to_bill_21_in_proposal_to_quebec_national_assembly/).

**Recommendation 2: That Articles 9 and 10 of the proposed Act to foster religious neutrality, in particular in the public space, and the Article repealing the Act to foster adherence to State religious neutrality and, in particular, to provide a framework for requests for accommodations on religious grounds in certain bodies (chapter R-26.2.01), be removed from the legislation in order to ensure that students and staff at publicly funded institutions can observe religious holy days without being prejudiced.**

B'nai Brith Canada is of the belief that no individual should be forced to use a vacation day in order to facilitate their observance of a religious holy day. It is our further submission that government funded institutions must provide reasonable accommodations such as excused absences, rescheduled exams, and flexible scheduling for students and staff of religious groups wishing to observe a religious holy day.

The ability of such institutions to do so is compromised by Articles 9 and 10 of the proposed *Act to foster religious neutrality, in particular in the public space* and Article 27 of the *Act to foster adherence to State religious neutrality and, in particular, to provide a framework for requests for accommodations on religious grounds in certain bodies*. These Articles restrict religious accommodations and narrow the framework for granting them. They unfairly prejudice members of minority faiths whose holy days are not observed by the State. As a result, it is our recommendation that these Articles be removed from the legislation.

The potential impact of the aforementioned articles on the province's Jewish community is immense. For example, if Bill 9 is passed, schools, CEGEPs, universities, and workplaces will have the ability to deny or limit requests for accommodations made by Jewish persons to enable them to observe Jewish holy days. As a result, Jewish students and employees at government funded institutions may be forced to choose between observing their religious holidays and their employment or ability to attend publicly funded institutions.

While we respect the desire of the provincial government to implement measures to promote laicity within the province, it must not come at the cost of full participation in public life for members of minority faith-based communities. If left unamended, Bill 9 will have a disproportionate impact on students, faculty, and staff of the Jewish faith when compared to their Christian peers. Rather than promoting laicity, it will preserve the rights of members of one faith, while infringing on the rights of adherents of other faiths. We urge the Committee to consider and rectify this unfortunate double standard.

## **Conclusion**

Jewish Quebecers are both proud citizens of the province and proud members of the Jewish community. They desire to both participate in public life and to observe their religious beliefs. It is the submission of B'nai Brith Canada that ensuring the laicity of the state need not come at the cost of the further marginalization of the province's Jewish population. There must be compromise. Permitting the wearing of religious symbols and garment, and the provision of accommodations for religious holy days, will not corrupt efforts to solidify the laicization of Quebec, but it will ensure that members of the Jewish and other faith communities can continue to participate in public life. By endorsing our recommendations, the Committee can aid the legislature in preserving laicity while protecting the ability of Quebec's Jewry to participate in public life and to attend publicly funded institutions.